

## **RCF MULTIMEDIA**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
7 place Saint-Irénée  
69321 LYON Cedex 05

## ***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2025

## **RCF MULTIMEDIA**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
7 place Saint-Irénée  
69321 LYON Cedex 05

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'association RCF MULTIMEDIA,

### ***Opinion***

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association RCF MULTIMEDIA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### ***Fondement de l'opinion***

---

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

## **Observation**

---

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de méthode comptables » des principes, règles et méthodes comptables de l'annexe concernant la première mise en application du règlement ANC n°2022-06 modifiant le Plan Comptable Général. Cette première application n'a pas d'incidence sur le bilan d'ouverture et n'a pas d'impact significatif sur la présentation des comptes de l'entité.

## **Justification des appréciations**

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Ces vérifications spécifiques appellent de notre part l'observation suivante : l'intégralité des documents n'était pas disponible pour les membres dans le délai de 15 jours prévu statutairement avant la tenue de l'Assemblée Générale.

Nonobstant ce délai, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## ***Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels***

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Charbonnières,  
Le commissaire aux comptes

**IN EXTENSO AUVERGNE RHONE ALPES**

Laurent SIMO

Signé par Laurent Simo  
Le 2 juin 2026

**In Extenso**  
signature électronique

doc\_nv1  
tx\_xy7W18ObOBeb

*Associé*

*Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe*

***COMPTES ANNUELS  
AU 31 DÉCEMBRE 2025***

**Bilan et Compte de Résultat**

RCF MULTIMEDIA		BILAN ACTIF				
Période du 01/01/2025 au 31/12/2025		Présenté en Euros				
ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)			
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels						
. Autres immobilisations corporelles						
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres						
TOTAL (I)	262 548,94	200 699,26	61 849,68	62,89	95 581,34	28,06
<b>ACTIF CIRCULANT</b>						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés						
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres						
Charges constatées d'avance						
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités						
TOTAL (II)	36 498,65		36 498,65	37,11	245 090,38	71,94
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	299 047,59	200 699,26	98 348,33	100,00	340 671,72	100,00

AD REALIS 01

**RCF MULTIMEDIA**

**BILAN PASSIF**

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
<b>FONDS PROPRES</b>				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau	-0,39	0,00		
Excédent ou déficit de l'exercice			-0,39	0,00
Situation nette (sous total)	-0,39	0,00	-0,39	0,00
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
<b>TOTAL (I)</b>	<b>-0,39</b>	<b>0,00</b>	<b>-0,39</b>	<b>0,00</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés			270,54	0,08
<b>TOTAL (II)</b>			<b>270,54</b>	<b>0,08</b>
<b>PROVISIONS</b>				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
<b>TOTAL (III)</b>				
<b>DETTES</b>				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			245,00	0,07
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 495,24	9,65	9 746,60	2,86
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	88 853,48	90,35	330 409,97	96,99
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>98 348,72</b>	<b>100,00</b>	<b>340 401,57</b>	<b>99,92</b>
Ecart de conversion passif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>98 348,33</b>	<b>100,00</b>	<b>340 671,72</b>	<b>100,00</b>
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>				

AD REALIS 01

**RCF MULTIMEDIA**

**COMPTE DE RÉSULTAT**

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
		Total	%	Total	%	Variation			%
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION:</b>									
Cotisations									
Ventes de biens et services									
- Ventes de biens									
- dont ventes de dons en nature									
- Ventes de prestations de services									
- dont parrainages									
Produits de tiers financeurs									
- Concours publics et subventions d'exploitation									
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible									
- Ressources liées à la générosité du public									
- Dons manuels									
- Mécénats									
- Legs, donations et assurances-vie									
- Contributions financières									
Reprises sur amortiss., dépréciat.et provisions									
Utilisations des fonds dédiés									
Autres produits									
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>		<b>834 623,59</b>	100,00	<b>938 540,14</b>	100,00	<b>-103 917</b>			-11,0
<b>CHARGES D'EXPLOITATION:</b>									
Achats de marchandises									
Variations stocks									
Autres achats et charges externes									
Aides financières									
Impôts, taxes et versements assimilés									
Salaires et traitements									
Cotisations sociales									
Dotations aux amortissements et aux dépréciations									
Dotations aux provisions									
Reports en fonds dédiés									
Autres charges									
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>		<b>834 626,23</b>	100,00	<b>938 540,78</b>	100,00	<b>-103 914</b>			
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>		<b>-2,64</b>	0,00	<b>-0,64</b>	0,00	<b>-2</b>			N
<b>PRODUITS FINANCIERS:</b>									
De participations									
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif									
Autres intérêts et produits assimilés									
Reprises sur dépréciations et provisions									
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
<b>Total des produits financiers (III)</b>		<b>3,05</b>	0,00	<b>0,25</b>	0,00	<b>3</b>			N
<b>CHARGES FINANCIERES:</b>									
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions									
Intérêts et charges assimilées									
Différences négatives de change									
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements									
<b>Total des charges financières (IV)</b>		<b>0,41</b>	0,00						
<b>RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>		<b>2,64</b>	0,00	<b>0,25</b>	0,00	<b>2</b>			

AD REALIS 01

RCF MULTIMEDIA	COMPTE DE RÉSULTAT
Période du 01/01/2025 au 31/12/2025	Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT ( suite )	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>				-0,39	0,00	
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS:</b> Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations						
<b>Total des produits exceptionnels (V)</b>						
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES:</b> Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
<b>Total des charges exceptionnelles (VI)</b>						
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>						
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I + III + V)	834 626,64	100,00	938 540,39	100,00	-103 914	-11,06
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	834 626,64	100,00	938 540,78	100,00	-103 914	-11,06
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>				-0,39	0,00	
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>						
<b>PRODUITS :</b> Dons en nature Prestations en nature Bénévolat						
<b>TOTAL</b>						
<b>CHARGES :</b> Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens et services Prestations Personnel bénévole						
<b>TOTAL</b>						

## Annexes Associations 2025

### PREAMBULE

RCF MULTIMEDIA a pour objet de développer pour les auditeurs un media pour assurer notamment via les canaux multimédia la production, l'édition, la diffusion et la promotion de contenus, événements, services, produits dérivés en lien avec RCF.

Son objet s'inscrit totalement dans le prolongement naturel des missions d'intérêt général à caractère social et culturel des radios locales auxquelles elle apporte un soutien et des services complémentaires.

L'association satisfait aux conditions d'exonération des impôts commerciaux définies par le 7. Art.261 du CGI.

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.  
L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 98 348,33 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 0,00 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

### PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

#### METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Règlement de l'ANC 2022-06, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe d'image fidèle (PCG, art 120-1), conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité (PCG, art 120-1),
- continuité de l'activité (PCG, art 120-1),
- régularité (PCG, art 120-2),
- sincérité (PCG, art 120-2),
- importance relative (PCG, art 120-2),
- prudence (PCG, art 120-3).

#### Méthode d'évaluation :

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

#### Changement de méthode comptable :

L'association a appliqué, à compter de l'exercice clos le 31/12/2025, les nouvelles dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2022-06, modifiant le règlement ANC n°2014-03, ainsi que du règlement ANC n°2023-03, modifiant le règlement ANC n°2018-06.

Ces règlements ont principalement conduit à une nouvelle présentation du bilan et du compte de résultat, sans modification des principes comptables appliqués antérieurement.

L'application de ces nouveaux textes n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat, la situation financière ni le patrimoine de l'association.

#### PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

##### **Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'association n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif.
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

##### **Amortissement et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 05 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

##### **Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

##### **Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

##### **Contributions volontaires :**

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

**Annexes Associations 2025 (suite)**  
**NOTES SUR LE BILAN ACTIF**

**Immobilisations**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	237 688,20	24 708,24		262 396,44
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	152,50			152,50
<b>TOTAL</b>	<b>237 840,70</b>	<b>24 708,24</b>		<b>262 548,94</b>

**Amortissements**

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	142 259,36	58 439,90		200 699,26
<b>TOTAL I</b>	<b>142 259,36</b>	<b>58 439,90</b>		<b>200 699,26</b>
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique				
Emballage récupérables et divers				
<b>TOTAL II</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>142 259,36</b>	<b>58 439,90</b>		<b>200 699,26</b>

**Etat des créances et charges constatées d'avance**

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances usagers			
Autres créances	24 591,10	24 591,10	
<b>Charges constatées d'avance</b>	2 640,00	2 640,00	
<b>TOTAL</b>	<b>27 231,10</b>	<b>27 231,10</b>	

## Annexes Associations 2025 (suite)

### NOTES SUR LE BILAN PASSIF

#### Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau		-0,39			-0,39
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-0,39	0,39			
Dont générosité du public					
<b>Situation nette</b>	<b>-0,39</b>				<b>-0,39</b>
<b>Situation nette dont générosité du public</b>					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
<b>TOTAL</b>	<b>-0,39</b>				<b>-0,39</b>
<b>TOTAL dont générosité du public</b>					

**Analyse des fonds dédiés**

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs ;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public	270,54		270,54				
<b>TOTAL</b>	<b>270,54</b>		<b>270,54</b>				

Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet.

**Provisions pour risques et charges**

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL (I)</b>				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL (II)</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>				
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation				
- financières				
- exceptionnelles				

**Etat des dettes et produits constatés d'avance**

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	9 495,24	9 495,24		
Dettes fiscales et sociales				
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	88 853,48	88 853,48		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>98 348,72</b>	<b>98 348,72</b>		

RCF MULTIMEDIA

7 Place Saint Irénée 69321 LYON cedex 05

**Charges à payer par poste de bilan**

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	7 716,14
Dettes fiscales et sociales	
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>7 716,14</b>

**Annexes Associations 2025 (suite)**  
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

*Contributions financières*

Nom du contributeur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
RCF UNION NOTRE-DAME		476 206,43				
FONDATION RCF		240 000,00				
RCF SOLIDARITE		118 146,42				
<b>TOTAL</b>		<b>834 352,95</b>				

**Annexes Association 2024 (suite)**  
**AUTRES INFORMATIONS**

**Rémunération des cadres dirigeants**

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

**Effectif moyen**

	<b>Personnel salarié</b>	<b>Personnel mis à disposition de l'association</b>
Cadres		3,00
Non cadres		2,85
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>5,85</b>

**Honoraires du commissaire aux comptes**

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 3 546,00 Euros TTC.